



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

croissance et emploi

Question au Gouvernement n° 2853

Texte de la question

POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. le président. La parole est à M. Alain Suguenot, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Alain Suguenot. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

La Commission européenne nous a prédit une croissance de 1,1 % pour 2015, soit un peu plus de 0,10 % de mieux que prévu. Par les temps qui courent, vous semblez vous en satisfaire. Mais la réalité est tout autre et la tendance n'est pas à l'embellie. La Commission précise d'ailleurs que l'Allemagne fera beaucoup mieux, avec 1,9 %, comme le Royaume-Uni, avec 2,6 %, la moyenne des pays de la zone euro se situant à 1,5 %. Nous sommes donc encore les derniers de la classe. Pire : les prévisions de l'Union européenne révèlent que nos investissements vont encore baisser de 0,6 % cette année, quand ils progressent de 2,6 % en moyenne pour les pays de l'Union. Le solde de la balance courante sera également dans le rouge, à hauteur de 0,9 %. Nous sommes donc encore inquiets.

Monsieur le Premier ministre, c'est aujourd'hui le troisième anniversaire de François Hollande à l'Elysée – les trois ans du « Moi, président, je réduirai le chômage », les trois ans de la promesse du redressement des comptes.

Si tous les autres pays vont mieux que le nôtre, c'est parce que vous avez réussi l'exploit d'asphyxier l'économie et le pouvoir d'achat des ménages par une augmentation massive des impôts et, hélas, la multiplication des contraintes.

La situation ne peut pourtant, vous le dites vous-même, être plus favorable : les taux d'intérêt sont bas, le prix du pétrole a baissé de moitié et la planche à billets de la Banque centrale européenne fonctionne à tout-va. Malgré cela, en France, la croissance est deux fois plus faible qu'ailleurs et nous continuons, mois après mois, à créer du chômage.

Monsieur le Premier ministre, l'un des vôtres a dit récemment que si les courbes ne se transformaient pas en courbatures, le ciel vous serait promis en 2017. Je crains que ce ne soit le purgatoire pour les Françaises et les Français. Vous le savez, Bruxelles voudrait des réformes, notamment sur l'UNEDIC, et une véritable ardeur dans la réforme du marché du travail. Monsieur le Premier ministre, quand allez-vous enfin engager les mesures nécessaires, et ne plus nous bercer d'illusions ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur quelques bancs du groupe UDI.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des comptes publics.

M. Sylvain Berrios. Et de la courbe du chômage !

M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics. Monsieur le député, il me semble que nous pouvons convenir ensemble, sans polémique et sans hausser le ton, que la France n'était pas véritablement en très bon état en mai 2012, il y a trois ans. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Guy Geoffroy. Maintenant, elle est en très mauvais état !

M. Michel Sapin, ministre. Sans hausser le ton, sans avoir à crier, chacun peut constater – les Français l'ont d'ailleurs constaté et en ont tiré les conclusions en changeant de majorité (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*) – que la France avait alors une croissance égale à zéro et qu'elle n'avait pas retrouvé, loin de là, le niveau de richesse qui était le sien avant 2007. (*Nouvelles exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Tout le monde sait bien que le chômage avait explosé, que le niveau du déficit était très élevé. (*Plusieurs députés du groupe UMP entonnent : « Joyeux anniversaire ».*) Je le rappelle non pour provoquer des cris qui ne servent à rien dans le débat public, mais simplement pour que nous convenions ensemble, comme le savent les Français, que nous sommes partis d'une France en mauvais état. Et c'est à partir de cette France en mauvais état que nous avons d'abord mené des politiques de redressement de notre économie. Mais l'économie ne se redresse pas en un jour. Lorsqu'une industrie est en aussi mauvais état, lorsque le tissu économique est si abîmé...

M. Éric Straumann. Qui a promis la baisse du chômage ?

M. Michel Sapin, ministre. ...lorsque la société elle-même est si profondément meurtrie, il faut du temps pour que les politiques portent leurs fruits. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Monsieur le député, vous pourriez aussi convenir avec nous, en regardant très simplement les chiffres, que la croissance est aujourd'hui plus forte que sur chacune des années précédentes...

M. Philippe Meunier. Il est content !

M. Michel Sapin, ministre. ...que la croissance de 1 % que nous prévoyons aujourd'hui est regardée par tous comme étant un plancher, et que nous voulons nous fonder sur ce plancher pour avoir encore davantage de croissance.

M. Philippe Meunier. Et le chômage ?

M. Michel Sapin, ministre. Vous pourriez regarder le chiffre de ce matin : l'investissement des entreprises en France est en train de reprendre ; et derrière l'investissement, il y a la création d'emplois. Oui, la France se redresse. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Éric Straumann. C'est le chômage record !

M. Michel Sapin, ministre. Elle se redresse dans la difficulté, elle se redresse en partant de loin, mais elle se redresse, et les fruits sont là ! (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.*)

un député du groupe UMP. Applaudissements nourris !

Données clés

Auteur : [M. Alain Suguenot](#)

Circonscription : Côte-d'Or (5^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2853

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Finances et comptes publics
Ministère attributaire : Finances et comptes publics

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [7 mai 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [7 mai 2015](#)